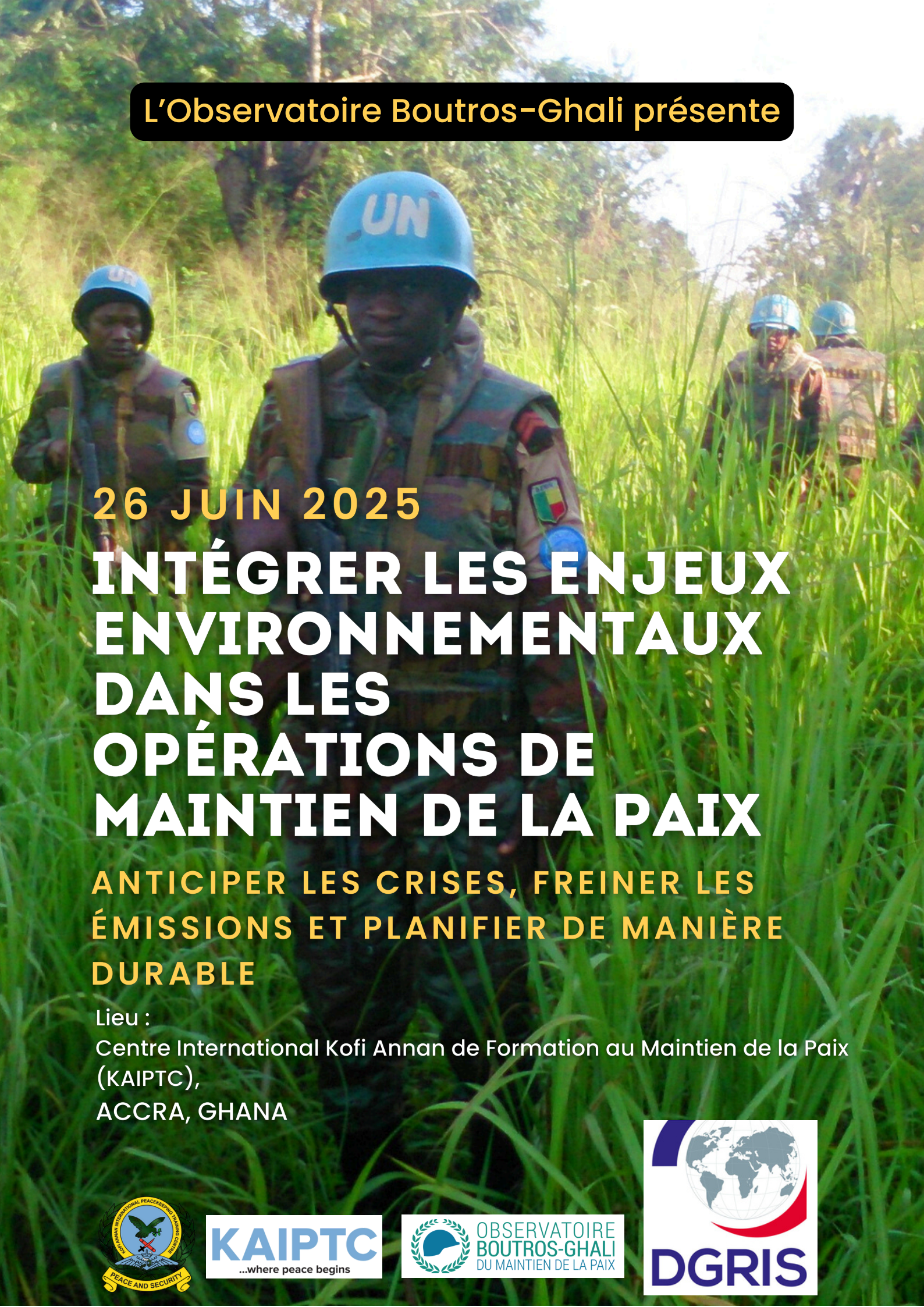

L'Observatoire Boutros-Ghali présente

26 JUIN 2025

INTÉGRER LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

ANTICIPER LES CRISES, FREINER LES ÉMISSIONS ET PLANIFIER DE MANIÈRE DURABLE

Lieu :
Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC),
ACCRA, GHANA

KAIPTC ...where peace begins

OBSERVATOIRE BOUTROS-GHALI DU MAINTIEN DE LA PAIX

DGRIS

Programme

08 : 00 *Accueil des participant·e·s*

08 : 30 *Mots d'introduction*

- **Air Commodore David Anetey Akrong**, Commandant du Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC)
- **Clémence Buchet-Couzy**, Chargée de recherche, GRIP - OBG

09 : 00 *Panel 1 : Les impacts du changement climatique sur le déploiement des opérations de paix*

Le changement climatique affecte de manière indiscutable le théâtre des opérations de maintien de la paix. D'une part, la conjonction entre crise sécuritaire et perturbations climatiques impacte les populations civiles, les précarisant et les exposant aux désastres environnementaux et à la violence. D'autre part, la crise climatique a de fortes répercussions sur le mandat des OP : le cahier des charges des Casques bleus s'alourdit à mesure que le changement climatique s'aggrave. Cela peut être attribuable à la fragilisation des institutions politiques de l'État hôte, à l'émergence de tensions face aux pénuries de ressources ou au besoin accru de protection des populations civiles. Plus encore, les effets de la crise climatique perturbent l'action du personnel en uniforme. En effet, les évènements météorologiques extrêmes complexifient la logistique des OP en ralentissant le ravitaillement. Les conditions extraordinaires (sécheresses, canicules ou inondations) dans lesquelles les troupes onusiennes sont déployées peuvent affecter leur sécurité, péjorant ainsi leurs capacités de remplir leur mission, ce qui peut dégrader leur image et, ultimement, la légitimité qu'elles ont au sein de l'État hôte. Ce panel vise à examiner les divers impacts des crises environnementales sur le terrain des OP, depuis le mandat jusqu'aux actions du personnel en uniforme.

- **Colonel Michel Yao Borbi,** Directeur conflit, information et recherche au sein du département des opérations internationales de soutien à la paix, Forces armées ghanéennes
- **Lieutenant-Colonel Kamagate Harouna,** Chef du Bureau des Opérations Extérieures par intérim, à l'Etat-Major Général des Armées de la Côte d'Ivoire
- **Sarah Ratia Tekenet**, Experte sécurité et climat, MINUSS
- **Mathilde Jourde**, Co-Directrice de l'Observatoire Défense et Climat, Chercheuse à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et Responsable du Programme Climat, Environnement et Sécurité

Modération : Keryan Wurlod, Spécialiste de programme "Maintien de la paix", Organisation internationale de la Francophonie

10 : 30 *Pause café*

11 : 00 *Panel 2 : L'intégration des enjeux environnementaux : de la planification des mandats à la mise en œuvre opérationnelle*

Dans le contexte des opérations de maintien de la paix, plusieurs parties prenantes sont en première ligne pour élaborer, planifier et appliquer une politique climatique et environnementale. Ces acteurs, le Secrétariat général, le CSNU, le leadership des OP, les pays contributeurs, les organisations régionales et d'autres acteurs comme le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) peuvent agir à différents niveaux. Dans ce cadre, ces institutions ont développé une perspective unique sur les défis que représente une planification qui tient compte du facteur environnemental dans les OP. Ce panel a pour ambition de mettre en lumière leurs différents points de vue quant aux enjeux inhérents à la mise en œuvre des directives environnementales au sein des OP. L'objectif est de dresser un tableau transversal, de l'élaboration des mandats à l'application quotidienne. Il s'agira d'identifier les défis, mais aussi les leviers d'action pour une bonne intégration de ces enjeux centraux du maintien de la paix.

- **Lies Vanslembrouck,** Chargée de programme au sein de la branche «Catastrophes et Conflits» du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) - *en ligne*
- **Hugues Martial Penda Ngbemboua**, Chef de l'Unité des droits de l'Homme et Conseiller spécial par Intérim du Chef de la Mission de l'Union africaine au Sahel (MISAHEL)
- **Julie Bonneau-Dorin**, Chargée de mission Sécurité climatique, Département Nations unies et affaires transverses, ministère des Armées français

Modération : *Antoine Younsi, Chargé de recherche, GRIP-OBG*

12 : 30 *Photo de groupe*

12 : 45 *Déjeuner offert à l'ensemble des participant·e·s*

14 : 00 *Intervention liminaire : La MINUSS et l'intégration des enjeux environnementaux - Bonnes pratiques et leçons apprises d'une mission de maintien de la paix pionnière*

- **Hiroko Hirahara,** Directrice de la Division Affaires civiles à la Mission des Nations unies au Soudan du Sud - *en ligne*
- **Répondant : Thierry Tremblay**, Chargé de programme Environnement, Département de l'Appui opérationnel - *en ligne*

14 : 45 *Pause café*

15 : 15 *Table ronde : Outils, bonnes pratiques et synergies pour des OP écoresponsables et résilientes face au changement climatique*

Malgré les difficultés que rencontre la mise en œuvre de politiques environnementales dans les OP, certains programmes, tels que des initiatives de médiations environnementales, des installations d'infrastructures durables ou encore des protocoles de gestion des déchets, ont permis d'importants progrès. Le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel, Atul Khare, souligne que la plupart de ces mesures ambitieuses ont été mises en place dans le cadre de collaborations, cruciales pour l'intégration des enjeux climatiques au sein des OP. Cette table ronde réunira des parties prenantes aux mesures d'atténuation et d'adaptation résiliente ou encore de transition énergétique. Elle encouragera des échanges horizontaux entre PCT, personnel de mission afin de saisir des pistes de coopération, et de comprendre comment les partenariats peuvent apporter une réponse tangible aux défis posés par les crises climatiques en cours.

- **Commandant Arthur Elli Bekale,** Directeur des études et de la prospective à l'École d'État-major de Libreville
- **Chef de bataillon Stéphane Rocher**, Chef du bureau experts DLIA/G, Directeur des études de l'Académie Gabonaise de protection de l'environnement et des ressources naturelles
- **Maha Skah**, Chargée des affaires politiques, Division des Politiques et de la Médiation, Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) et membre du Mécanisme de Sécurité Climatique (CSM) - *en ligne*
- **Thierry Tremblay**, Chargé de programme Environnement, Département de l'Appui opérationnel - *en ligne*

Modération : Clémence Buchet-Couzy, Chargée de recherche, GRIP-OBG

16 : 30 *Mots de conclusion*

Synopsis

Ces vingt dernières années, les spécialistes du maintien de la paix ont souligné la prévalence d'épisodes de crise climatique sur le terrain des missions. En effet, les quatre plus grandes missions de maintien de paix onusiennes déployées depuis les vingt dernières années – la MINUSCA, la MONUSCO, la MINUSS, et la MINUSMA (qui s'est retirée en 2023) sont déployées sur des terrains où se mêlent dégradations des écosystèmes et problèmes sanitaires.

Selon la chercheuse Agathe Sarfati, 80% des contingents onusiens interviennent dans des situations de crise environnementale. Ces crises ne concernent pas seulement les États hôtes, mais aussi les troupes déployées, qui proviennent principalement de pays du Sud global fortement touchés par les effets du dérèglement climatique. Cette problématique est particulièrement évidente parmi les pays contributeurs de troupes (PCT) africains. Bien qu'ils ne soient responsables que de 3,9 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), les pays africains supportent une grande partie des conséquences des crises environnementales actuelles.

Enfin, le Secrétariat général des Nations unies estime que les opérations de paix (OP) sont responsables de 87% de ses émissions de GES. Cela représente 48%, soit la moitié des émissions générées par l'ONU et ses organisations sœurs, faisant des OMP la principale source d'émission de GES des Nations unies. Les questions environnementales sont donc centrales au maintien de la paix – de la planification au retrait, en incluant le déploiement des troupes et leur présence sur le terrain. Elles concernent toutes les parties prenantes, que ce soit l'État hôte, les PCT ou l'institution onusienne. Les prendre en compte permet aux missions de mieux adapter leur action en anticipant les crises, en limitant les émissions et en planifiant l'héritage des missions de manière durable.

Face à cette situation, l'ONU s'est penchée sur les enjeux environnementaux au sein des missions de maintien de la paix depuis les années 1990. S'intéressant d'abord à la question de la préservation des ressources naturelles, elle s'est focalisée dès les années 2000 sur la pollution produite par les OP, et enfin, dès 2017, sur les défis climatiques sur le terrain des missions. Plus récemment, le Département de l'appui opérationnel a réaffirmé l'importance qu'il accorde à ce sujet en publiant la Stratégie environnementale pour les opérations de paix 2023-2030. Cette dernière vise notamment à réduire les émissions et à augmenter la part d'énergie renouvelable utilisée dans les OP. Plus largement, il existe un souci d'intégrer les enjeux environnementaux à toutes les étapes de la planification des missions, du pré déploiement au retrait. Cette volonté s'est reflétée lors de la Ministérielle du maintien de la paix de Berlin en mai 2025, pendant laquelle les questions environnementales ont été largement évoquées par les différents PCT présents.

Cependant, l'inclusion des enjeux environnementaux dans les OP se construit dans un arbitrage constant entre, d'une part, les besoins de terrain identifiés par le Département des opérations de paix, le Département de l'appui opérationnel et plus largement le Secrétariat général, et d'autre part, l'indécision, le désintérêt voire la récalcitrance de certains pays membres, en particulier au sein du CSNU. Le résultat de ces dissensions est une absence de financements systématiques, un déficit de personnel formé et de ressources matérielles, entraînant une mise en œuvre fluctuante des mesures environnementales sur le terrain des OP.

Cette conférence se concentrera dans un premier temps sur les conséquences de la crise environnementale sur les OP. Elle abordera ensuite les leviers d'action politiques disponibles au niveau des missions, de l'ONU et des PCT. Elle présentera enfin les bonnes pratiques pour la prise en compte des questions environnementales au sein des OP. L'objectif est d'aborder et de nourrir la réflexion sur les défis liés à l'intégration des enjeux environnementaux dans les OP afin d'identifier les synergies et des solutions pour assurer la résilience environnementale des missions actuelles et futures.

KAIPTC ...where peace begins
OBSERVATOIRE BOUTROS-GHALI DU MAINTIEN DE LA PAIX
DGRIS